La p'tite missive

Juillet 2025

Pour cette missive estivale, nous nous pencherons sur un sujet assez méconnu : la présence des munitions dans le sol datant des deux derniers conflits mondiaux. Mais comment et pourquoi plus de 80 ans après la fin de la dernière guerre, nous découvrons encore des munitions non explosées en France ?

……...

<u>Août 2019</u> : un obus (datant de la 2ème guerre mondiale) de 50 centimètres est découvert à Saône (Doubs) par un agriculteur au milieu de son champ.

<u>Septembre 2019</u> : une bombe (datant de la 2ème guerre mondiale) de 250 kg et trois plus petites découvertes à Champdivers (Jura).

<u>Septembre 2020</u> : une tête d'obus (datant de la 1ère guerre mondiale) déposée anonymement dans une déchetterie.

<u>Août 2020</u> : déminage d'un obus (datant de la 2ème guerre mondiale) figé dans le clocher d'une église en cours de travaux à Auxelles-Bas (Territoire de Belfort).

<u>Août 2021</u> : deux mortiers (datant de la 2ème guerre mondiale) découverts à Thoraise (Doubs).

<u>Septembre 2022</u> : deux ouvriers heurtent un obus au phosphore (datant de la 1ère guerre mondiale) lors de travaux sur un chantier.

<u>Février 2023</u> : 25 kg de cartouches de fusil Mauser, 11 grenades à fusil antichar et une roquette anti-char (datant de la 2ème guerre mondiale) découvertes à Eschbourg-Graufthal (Bas-Rhin).

<u>Février 2024</u> : plus de 333 obus de mortier (datant de la 1ère guerre mondiale) découverts à quelques kilomètres de Reims (Marne).

<u>6 mars 2025</u> : une bombe de 500kg (datant de la 2ème guerre mondiale) est découverte à Paris non loin de la gare du Nord.

……...

Nous pourrions continuer encore longtemps cette liste. Il n'est donc pas rare que l'on découvre des engins non explosés lors de travaux se déroulant à l'occasion de construction, de réfection ou d'aménagement dans les villes. Remis à jour lors du travail dans les champs ou suite à de fortes intempéries,

les munitions sont redécouvertes souvent fortuitement par nos contemporains. Ces derniers, la plupart du temps raisonnables, font appel à la gendarmerie qui elle-même se charge de contacter les démineurs (seuls professionnels habilités à analyser et à manipuler ce type d'engin). Qu'il s'agisse de munitions américaines, françaises ou allemandes, la dangerosité de ces objets ne fait aucun doute : il ne faut jamais tenter de les bouger, de les percer ou de les emmener chez soi pour les collectionner (en mai 2018 suite à un achat d'obus lors d'un vide-greniers, un retraité avait perdu la vie en manipulant l'objet. En janvier 2022, un autre retraité perdra la vie dans les mêmes conditions).

……...

Afin de mieux comprendre l'histoire de ces munitions non explosées, il est important de dissocier les deux guerres mondiales. Intéressons-nous dans un premier temps à la guerre de 1914-1918.

Alors que résonne enfin l'éclaircie d'un monde meilleur, le 11 novembre 1918 ne signifie pas pour autant la pleine quiétude. Tandis que les familles se chargent d'inhumer décemment leurs fils, pères et maris et se recueillent pieusement en mémoire de tous les disparus ; la France doit parallèlement à ces deuils se préparer à la reconstruction. Hier terre fertile et abondante de cultures, en 1918 le sol est pollué par 52 mois de guerre alimentée par des tonnes d'obus déversés autant par les forces alliées que par les forces de l'Axe. Des milliers de munitions n'exploseront pas et resteront enfouies pendant longtemps encore. Des suites des intenses bombardements subis par l'artillerie, villes et paysages sont défigurés et parsemés de munitions. Ces engins abandonnés sont extrêmement dangereux et il est urgent pour les Français de pouvoir de nouveau exploiter les terres. Seulement le sol est trop pollué dans un premier temps pour entreprendre quoi que ce soit. L'Etat Français déclare donc en « zone rouge » plus de 120 000 hectares sur les 11 départements les plus touchés pendant le conflit (classés dans un premier temps en 3 grands groupes par niveau d'atteinte de contamination du sol : zone verte, zone jaune et zone rouge : seules les zones rouges ne seront plus jamais cultivables ni habitables). En effet ces terres recélaient de milliers de cadavres d'humains et d'animaux en putréfaction et étaient surtout remplies d'obus et de divers engins explosifs ou polluants (mercure, cuivre, plomb et zinc sont des polluants éternels). Les secteurs du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Oise étant les plus impactés (et seront d'ailleurs parmi les derniers à être remis en état).

(Source : clichés personnels Julie Journot. Ces deux photographies présentent le village « Mort pour la France » de Fleury-devant-Douaumont et classé en « zone rouge »)

Dès décembre 1918, les prisonniers de guerre allemands seront assignés au déblaiement des décombres, à l'exhumation des corps mais également au déminage des sols. Ils seront aidés dans cette tâche par des travailleurs chinois et indochinois.

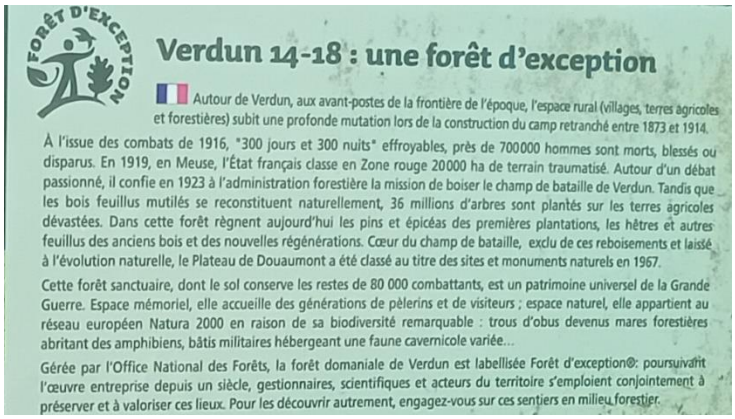
Ce n'est qu'au cours de l'année 1920 qu'environ deux tiers des superficies totales des zones de combats seront presque totalement nettoyées et remises en culture. L'année 1921 verra les premières récoltes propres à la consommation.

(Source : cliché personnel Julie Journot. Affiche que l'on peut rencontrer lors de nos visites dans le secteur de Verdun. Ici à l'abri dit « des 4 cheminées »)

Dans les zones trop abîmées et à l'aube des années 30, des plantations seront effectuées surtout dans le secteur de Verdun. Des forêts entières de pins (de type noirs et épineux), de sapins (principalement de type Douglas) et de feuillus (peupliers, frênes, bouleaux…) seront replantées car les anciennes terres agricoles n'étaient plus cultivables et restaient trop dangereuses au vu des innombrables saignées subies. Les arbres auront également pour rôle de « masquer » les plaies de la 1ère guerre mondiale et certaines zones ne seront

jamais rendues à la construction (comme certains des secteurs de Verdun ou Vimy) car jamais totalement déminées.

Aujourd'hui les séquelles sont toujours présentes et il est impossible de ne pas se rendre compte du paysage bouleversé par les stigmates de la guerre dans les secteurs de la Marne ou de la Meuse. Le relief est creusé, morcelé par d'innombrables trous provoqués par les intenses bombardements de l'artillerie. C'est pourquoi, encore aujourd'hui, il est recommandé aux promeneurs de ne pas sortir des sentiers balisés lors des visites des sites de mémoire car la dangerosité des munitions est intacte. De ces anciennes zones rouges, il est aujourd'hui impossible d'y pratiquer l'agriculture. Seuls y sont autorisés les activités mémorielles, militaires ou la culture des arbres sous contrôle de l'ONF.



(Source : clichés personnels Julie Journot. Parmi les panneaux donnant des explications sur les combats s'étant déroulés dans le secteur de Verdun, certains rappellent des consignes importantes dont celles de ne pas s'éloigner des sentiers prévus ni de ramasser de munitions)

Ces vestiges ultimes des combats de la Grande Guerre sont toujours fragiles et continuent à être dangereux pour les non professionnels. Cent sept ans après la fin des combats, des munitions sont toujours présentes en grande quantité dans nos sols et l'on estime aujourd'hui que 50% des superficies totales impactées par la guerre furent touchées par des destructions de l'artillerie.

Régulièrement mises à jour involontairement lors du travail du sol par les agriculteurs ou par des promeneurs dans les forêts, ces munitions continuent de polluer nos sols et peuvent provoquer de nombreux accidents en cas de manipulation. Soyez donc vigilant !

……...

Alors que le procédé n'est pas massivement utilisé pendant la première guerre mondiale, l'usage intensif des mines va provoquer durant la seconde guerre mondiale d'innombrables morts pendant cinq ans sur l'ensemble de la France. Tous les belligérants l'utiliseront sur tous les types de terrains (l'est de la France et les côtes maritimes seront particulièrement touchées) et après 1944 les sols regorgeront de mines en tous genres. Déminés rapidement par les Alliés au gré de leur progression et de la libération des villages, les sols restent cependant un danger pour les habitants (le travail n'ayant été effectué que sommairement par les militaires). Certains habitants se risqueront à dégager eux-mêmes les engins et le payeront de leur vie. A l'image de Caen (détruite à 70%) ou de Saint Lô (détruite à 90%), il est extrêmement urgent de rebâtir au plus vite les villages détruits (pour certains rasés) afin de reloger rapidement les populations qui évoluent au sein des champs de ruines et d'obus enfouis et non explosés. La population travaillant les terres (en particulier les agriculteurs) mettront régulièrement à jour des dizaines d'engins, mettant involontairement leur propre vie en péril. Mais les Français ont faim et la production agricole est nécessaire à la survie des populations.

(Source : ECPAD, TERRE 375, cliché d'André Gandner. Cette photographie prise le 14 décembre 1944 aux alentours de Benfeld illustre bien le travail des démineurs. Ici le militaire passe le détecteur de mines aux abords d'une route)

(Source : ECPAD, TERRE 345-8302, cliché d'André Dinot dit Dino. Cette photographie prise entre le 18 et le 20 novembre 1944 au nord-est de Champagney nous montre le travail des soldats de la 1ère division de marche d'infanterie déminant les bois afin d'aider à leur progression en vue de la Trouée de Belfort)

C'est pourquoi au cours du dernier trimestre de l'année 1944, les Ministères de l'Agriculture et de la Guerre mutualiseront leurs efforts afin d'organiser plus efficacement et dans un premier temps le déminage des plages de Normandie gravement piégées par l'armée nazie. Dès le début de 1945 une école de déminage verra le jour à Houlgate afin de former des spécialistes français à cette délicate entreprise. C'est Raymond Aubrac (1914-2012, résistant français) qui prendra la direction des services de déminage en France. Comme pendant la 1ère guerre mondiale, ce sont principalement des prisonniers de guerre allemands qui vont être affectés à ce travail (presque 50 000) et des milliers de volontaires attirés par la rémunération intéressante proposée pour ce travail dangereux. De nombreux jeunes hommes mourront ou auront des membres arrachés suite à des explosions de mines mal détectées. Des sociétés privées employées par le Ministère de la Reconstruction seront également mises à contribution afin d'accélérer le processus de déblaiement des obus et autres engins explosifs.

A la Libération, la situation apparaissait ainsi : Des millions de kilogrammes d'explosifs, prêts à exploser sous le poids d'un véhicule ou d'un homme, se trouvaient disséminés dans le sol national par paquets de quelques centaines de grammes à quelques kilos, en d'innombrables champs de mines d'étendue extrêmement variable, répartis sur deux tiers du territoire de la France, en des endroits que donnaient rarement des plans précis.

Les premiers champs de mines de quelque importance ont été ceux posés par les Français et les Allemands sur le Front de l'Est entre septembre 1939 et mai 1940.

De même, dans l'ordre de la nocivité, les dispositifs les plus diaboliques ont été imaginés et des « pièges » de toutes sortes se sont multipliés : déplacer une table dans une maison, prendre une bouteille ou une marmite, ouvrir une inoffensive barrière a signifié la mort pour un grand nombre d'imprudents ; ou bien encore, la mine enterrée explose au passage d'un homme qu'elle tue tandis que se trouve projeté en l'air un second projectile dont l'explosion rayonne horizontalement des éclats qui blessent ou tuent les compagnons de la première victime. D'autres fois, l'enlèvement d'une mine provoque l'explosion instantanée de dix, vingt mines aux alentours qui chaque fois font leurs victimes.

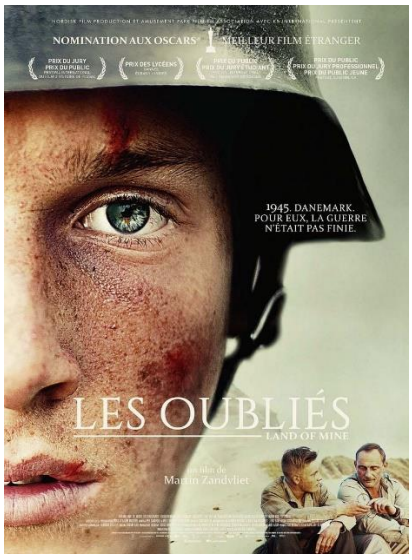
Par sa nature même, le déminage n'admet ni l'incompétence, ni les mesures de compromis, ni le désordre qui l'auraient irrémédiablement voué à un échec lourd de conséquences, car le personnel accomplissant une tâche déjà périlleuse lorsqu'elle est effectuée dans de bonnes conditions, eût sans aucun doute déserté complètement le travail si le taux des accidents n'eût pas été minimisé.

(Source : extraits du cahier n°2 de l'Union des Ingénieurs et Techniciens français, article consacré au déminage par André Lazard)

Ce n'est qu'en 1947 que sera supprimée la Direction du déminage. Elle avait permis la destruction de 16 millions d'engins explosifs (bombes et obus) et plus de 13 millions de mines. Depuis, des milliers d'obus et autres munitions dangereuses ont été détruites par les services de déminage.

……...

Aujourd'hui c'est essentiellement lors de travaux d'urbanisme ou de labours par les cultivateurs qu'apparaissent les engins explosifs des derniers conflits mondiaux. Les services de déminage estiment aujourd'hui que plus de 20% des munitions projetées pendant la première guerre mondiale dorment encore sous nos pieds…et qu'il faudrait encore 700 ans pour déminer totalement les terres françaises.

……...

Très peu abordé dans les longs métrages, il est intéressant de visionner le film de Martin Zandvliet « Les oubliés ». Celui-ci traite du déminage des plages danoises par les prisonniers de guerre allemands à la fin de la seconde guerre mondiale.